



Le Crieur



www.egt-of.fr

Mars 2014



Le Crieur est la nouvelle publication périodique de vos élus CGT. Il remplace le « Petit Point » qui était en sommeil depuis quelque temps. L'actualité sociale intense en cette période nous incite à le réveiller sous cette nouvelle forme, pour que vous soyez mieux informés de tout ce qui se passe entre nos murs. Vous ne saviez pas tout ? Nous allons tout vous dire.

Prochainement dans

Le Crieur

♦ **Expéditions** : le PKT, ce convoyeur de paquets de journaux, fonctionne tant bien que mal. Souhaitons que les choses s'améliorent vite, car ce n'est pas avec la formation superficielle que les techniciens de maintenance ont reçue qu'ils ne pourront le dépanner rapidement. Une panne de cette installation peut bloquer toutes les rotatives...

♦ **Journalistes** : En « contrepartie » de demander aux journalistes de donner des jours de travail supplémentaires, la direction s'est engagée, à travers un accord, à veiller (enfin) au respect de leur temps de travail légal. Peu de journalistes remplissent pour l'instant leur bordereau, et des journées de 12 à 15 heures fleurissent toujours. Parfois sous le regard bienveillant de la hiérarchie. Quant à la récupération des heures de débordement, faute de moyens supplémentaires, notamment dans les SR, c'est un mirage de plus... Tout ça est illégal et non conforme à l'engagement de la direction.

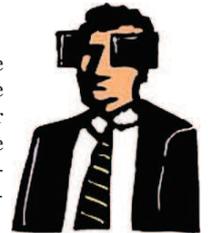
♦ **Omega** : Renforcé par un pool de CDD à la chaîne digne d'un atelier de couture de la Chine profonde, le service SRC (chargé des réclamations clients) ne voit pas le bout du tunnel. Pourtant le progiciel Advantage, cœur nucléaire de la réorganisation Omega, nous avait été présenté comme la solution High tech, made in USA, qui éviterait des process borderline, et ouvrirait la voie du progrès en terme de marketing. Pour l'instant c'est une réorganisation aussi fuyante que les réacteurs de Fukushima. Qui nous fait perdre des lecteurs, pardon des clients. Quant aux salariés de SRC, ils sont au bout du rouleau. Et pour les rassurer, la direction projette d'alléger leurs tâches en les confiant à la sous-traitance. Là où, cette fois, payées en yuan, on ne voit pas les petites mains travailler...

A vau-l'eau

C'est la saison des « Plans de Départs Volontaires Autonomes », ici à Ouest-France, et partout ailleurs. Cet « innovant » dispositif de dégraissage est issu de la « loi de sécurisation de l'emploi » (comprenez « détricotage du code du travail »), qui a été votée grâce à la signature par certains syndicats du tristement célèbre Accord National Interprofessionnel (ANI) que la CGT a toujours combattu. Cette loi permet, notamment, à un employeur de se séparer de vous à peu de frais, ou de vous contraindre à la mobilité sans que l'administration ou la justice n'ait à y redire.

Un journal pour tous ?

Elle arrive ainsi à point nommé pour notre direction, qui estime que la masse salariale est décidément la cause de tous ses (nos) tracassés financiers. Si l'on se hasarde à croire que les volontaires au départ seront en nombre suffisant pour combler le déficit, on peut aussi se demander quelle sera la pérennité de cette opération si on ne remet pas en cause ce qui constitue l'essence de notre entreprise, et donc l'essentiel de ses revenus, à savoir le Journal. Et par voie de conséquence son contenu.



Car ne nous méprenons pas : dès que nos collègues volontaires seront partis et que le coût de ce plan aura été amorti, si rien n'est entrepris pour conserver nos lecteurs, et pourquoi pas, soyons ambitieux, en capter de nouveaux, alors la question du résultat d'exploitation se représentera. La direction d'Ouest-France devrait prendre le temps d'écouter ceux qui achètent encore le quotidien et n'y trouvent pas (plus) ce pour quoi ils payent : de l'information. Pluraliste, fouillée et pertinente. Des enquêtes d'opinions sont-elles menées auprès de nos lecteurs, notamment ceux qui nous quittent ? Ou la certitude de se considérer comme étant toujours les meilleurs suffit-elle à guider cette politique éditoriale périmée et immobiliste ?

Mais au fond, la question de la qualité du contenu est-elle véritablement posée sur la table du comité de direction d'Ouest-France ? La mesure des prises de position est-elle posée ? Certes, la ligne éditoriale du journal, d'orientation démocrate chrétienne, est connue. Que certains choix de société contestés par une frange médiatisée de la population soient rapportés dans nos colonnes relève de notre rôle d'information. Mais la méthode dont les discours d'opposition à la modernisation de notre société sont assésés à longueur d'éditoriaux ou d'articles orientés fait passer Ouest-France pour le porte-drapeau d'une cause que l'autre partie de la population ne partage pas forcément, voire conteste.

Beaucoup de nos lecteurs se comptent parmi ces contestataires. Ce n'est peut-être pas le meilleur moment pour leur donner une bonne raison de ne plus nous lire. Ces prises de positions intransigeantes répétées, et qui laissent peu de place au débat contradictoire, pourraient bien précipiter notre perte.

Des réorganisations mal boulonnées

Et non contente de fâcher une partie de nos lecteurs, l'entreprise enfonce le clou en réduisant la qualité du service. Nous nous contenterons de rappeler le démarrage calamiteux du nouvel outil industriel de SIGL, la gestation laborieuse, interminable du coûteux projet Omega, la politique de la fermeture des portes des agences au nez de nos lecteurs. Tous les ingrédients sont rassemblés pour nous conduire à la dégringolade des ventes et de la fidélisation du lecteur.

Résumons. Une direction industrielle à l'éblouissement frôlant l'aveuglement, un contenu de journal insipide, flirtant avec le publi-rédactionnel, et qui froisse les opinions d'une grande partie des lecteurs. Des abonnés oubliés dont la patience est parfois mise à rude épreuve. C'est comme si, sur un navire, le capitaine, le timonier et le mécanicien comptaient chacun sur les autres pour amener les passagers à bon port. Une cause d'autant plus périlleuse que ses armateurs, censés donner le cap, imaginent toujours naviguer dans des eaux lisses et tièdes...

Dans le prochain numéro de ce bulletin, nous traiterons du sort des salariés : de ceux qui restent autant que de ceux qui nous quitteront. Eux tous qui contribuent à fabriquer et vendre le journal. Enfin, ce qu'il en reste.

Et pendant ce temps-là...

« **Mon véritable adversaire (...) ne présentera jamais sa candidature, il ne sera donc pas élu, et pourtant il gouverne. Cet adversaire, c'est le monde de la finance** ». C'était le discours du candidat François Hollande au Bourget le 22 janvier 2012. Que reste-t-il de ces belles intentions ? Deux ans plus tard, il décidait, avec le « Pacte de responsabilité » de faire cadeau de 30 milliard

d'euros aux entreprises, sans contrepartie. Le MEDEF claironne que grâce à ces allègements, il créera un million d'emplois. Qui croira ça ? L'avion présidentiel était à peine posé aux États-Unis pour sa visite d'état que Pierre Gattaz, pourtant coauteur de ce projet et invité du Président, s'efforçait de le torpiller parce que certains osaient exiger de lui qu'il s'engage sur des contreparties. Est-ce donc **ce** président de la République que les Français ont élu ?